



DÉCLARATION FSU – CSA A DU 16 OCTOBRE 2025

Madame la Rectrice, Mesdames et Messieurs les membres du CSA,

Le premier recul sur la réforme des retraites de 2023, annoncé par le Premier Ministre mardi, est à mettre à l'actif de la ténacité de celles et ceux qui se sont massivement mobilisé·es depuis 2023 et qui n'ont jamais renoncé. Les mobilisations sur le budget depuis le mois de juillet, et en particulier la rentrée sociale inédite construite par les organisations syndicales dans l'unité, ont mis sur la table l'exigence impérative de justice fiscale, sociale et environnementale obligeant E. Macron et le gouvernement à ce premier craquellement d'un totem de la politique néolibérale poursuivie sans relâche depuis 7 ans.

On est cependant encore loin du compte : la réforme n'est pas suspendue, et encore moins abrogée : elle n'est que décalée à 2028 et son abandon conditionné aux conclusions d'une « Conférence sociale » qui, comme le conclut le dernier printemps, exclut les fonctionnaires des discussions sur les retraites, tout en ramenant par la fenêtre la retraite par points et la capitalisation ! Rien sur les inégalités entre les hommes et les femmes fonctionnaires, rien sur le niveau des pensions, conséquence directe de l'insuffisance des rémunérations indiciaires ! En réalité, les femmes fonctionnaires sont et restent les grandes oubliées de ces annonces, et notamment celles dont les enfants sont nées depuis 2004 : elles subissent les effets de la réforme de 2003, toujours combattue par la FSU, et qui a supprimé la bonification de 4 trimestres par enfant, ce qui dégrade et dégradera le montant de leur pension. C'est aussi à l'aune de cette inégalité que la FSU a travaillé sur le plan académique d'action pour l'égalité professionnelle, et se positionne de façon critique.

L'annonce du Premier Ministre ne peut faire oublier que la première copie budgétaire est inacceptable : le budget de l'État et le budget de la Sécurité sociale déposés hier réaffirment clairement le choix politique de l'austérité et le refus d'augmenter les recettes de l'État par des mesures de justice fiscale.

Gel du point d'indice, année blanche pour les pensions, remplacement de l'abattement de 10 % pour les retraité·es par un plafond de 2000 euros, gel des prestations sociales, doublement des franchises médicales, toujours 3000 suppressions de postes, dans les agences de l'État notamment, tout le projet du précédent Premier ministre y est ! Et ce n'est pas l'ersatz de taxe Zucman assortie de toutes les exonérations possibles qui fera illusion ! Quant à l'annonce d'un nouvel "Acte de décentralisation" pour renforcer le pouvoir local, elle ne peut que faire amèrement sourire nos collègues confrontés à des DGF en lycée qui menacent le fonctionnement normal des EPLE, et en ce moment même les agent·es dont le travail est empêché par les conséquences d'une cyber-attaque que la Région ne parvient pas à gérer : professeur·es, mais aussi vie scolaire, agents administratifs, infirmières, personnels du service social.

Ces choix sont dangereux pour la cohésion sociale, ils sont mortifères pour les services publics et en particulier pour l'École publique et laïque. Ils ont une résonance particulière quand la République rend hommage à nos 2 collègues assassinés, Samuel Paty et Dominique Bernard.

Ils visent à prolonger une cure d'austérité dont les effets sont patents dans notre académie : vous connaissez déjà le bilan de la rentrée fait par la FSU, bien différent d'une enquête de satisfaction.

En bref :

- le manque de personnels de toutes les catégories, avec des agent·es constamment sollicités pour prendre en charge de nouvelles missions, à un rythme toujours plus effréné.

Cette dégradation continue des conditions d'exercice est amplifiée par la "nouvelle gestion publique" qui se traduit, sur le terrain, par le développement d'un management prescriptif voire toxique, niant l'expertise des personnels et organisant la perte de sens. La commande académique de "plans d'action" au nom de l'accompagnement pédagogique génère ainsi pressions et conflits dans les collèges où on enjoint les équipes de rendre des comptes sur l'évaluation des élèves : est-ce à dire que quand elle n'est pas encadrée et uniformisée nos collègues font n'importe quoi ? De même dans le premier degré, il est mis en place des comparaisons entre écoles à l'issue des évaluations nationales, imposant des accompagnements spécifiques et injonctifs aux équipes qui n'atteindraient pas un niveau comparable aux autres écoles. Quel manque de confiance !

Organiser les services publics à moindre coût, tout en laissant croire aux usagers qu'ils fonctionneront mieux, c'est tout le sens de la mise en place des PAS, pour "optimiser" et "rationaliser" l'école inclusive ... Alors dans la réalité du terrain, ce sont nos collègues qui devront apporter des réponses, et que l'on maintiendra les AESH dans la précarité. Très simplement, comment fera-t-on, dans ces conditions, pour mettre en œuvre le programme EVAR-S, et donner là aussi, à l'École publique, les moyens de transformer la société, de faire évoluer les mentalités et d'éviter que l'intolérance et le manque de soutien institutionnel conduisent au harcèlement et au suicide, tel celui de notre collègue Caroline Grandjean.

Pendant ce temps, le Pass culture est sabordé, ce qui remet en cause les projets pédagogiques, voyages, sorties culturelles. L'argent manque pour la location de salles de sport, l'accès à la piscine, etc.

Pendant ce temps, se profilent de nouvelles baisses des dotations de fonctionnement en collège et en lycée qui dégradent un peu plus la vie des établissements (nettoyage des locaux, réparations, dotation matériel...).

Nous alertions l'an dernier sur le très mauvais signal envoyé aux collectivités, quand l'État s'engage dans l'accompagnement de la baisse démographique, plutôt que d'en tirer parti pour améliorer les conditions d'apprentissage. Dans le Pas-de-Calais, nos collègues découvrent des projets de fusion, des demandes regroupement, qui anticipent des choix politiques régressifs. Ceci vient après le désengagement qui a impacté les CIO à cette rentrée.

Cette austérité aboutit aussi, par exemple, à la suppression des formations (CAPPEI), au non versement des avantages spécifiques d'ancienneté pour les remplaçant.es ou au retard dans le versement des primes et indemnités pour les directeurs et directrices en début d'année. La plupart de nos collègues en charge de la direction d'école font face à de grandes difficultés dans leur tâche de direction et réclament plus de temps de décharge. La baisse drastique du nombre de jeunes en service civique dans notre académie en cette rentrée (seulement 600 contre 1300 l'an dernier), même si elle ne peut à elle seule répondre à ces besoins, va aggraver des difficultés pré-existantes dans beaucoup d'écoles. Quant aux AESH exerçant en REP et REP+ depuis 2015 dans notre académie, ils et elles attendent toujours le versement rétroactif des indemnités qui leur sont dues.

La FSU appelle chacun et chacune à s'informer, débattre et s'engager ensemble. Elle prendra, pendant la période du débat budgétaire, les initiatives nécessaires pour imposer d'autres choix et s'adresse à ses partenaires syndicaux afin de construire les mobilisations les plus larges possibles pour une véritable rupture avec les politiques d'austérité et pour un tout autre budget, de justice sociale, fiscale et environnementale.